

Dimanche 16 octobre, la CNL manifestera dans les rues de Paris.

Alors que le débat budgétaire s'engage, le gouvernement doit prendre en compte la détresse des populations face à la flambée des prix, la hausse des loyers et de l'énergie.

Selon le dernier baromètre de la pauvreté initié par le Secours Pop et Ipsos, 25% des Français rencontrent des difficultés à payer leur loyer. Comme l'a dénoncé la CNL depuis juin dernier, l'augmentation des loyers de 3,5 % ne sera pas compensée par le coup de pouce aux APL.

À cela il faut ajouter l'explosion des factures énergétiques face à laquelle le bouclier tarifaire n'est pas opérationnel car calculé sur la base de l'écart entre le tarif réglementé d'octobre 2021 et le tarif réglementé (conformément à la méthode habituelle de calcul.)

L'hiver 2022 ne peut être celui de l'abandon des plus fragiles !

Le gouvernement n'éteindra pas la colère des habitants et des salariés à coup de 49.3. Il doit au contraire l'entendre et revoir ses arbitrages financiers pour le pays. **La politique des cadeaux financiers et fiscaux aux profiteurs, des petits chèques et des grands sacrifices aux plus démunis doit cesser. Total a les moyens de payer, pas les locataires !**

La CNL appelle à la riposte populaire afin d'imposer de vraies mesures sociales et anti-inflation financées par une fiscalité juste.

Pour nous, c'est 0 expulsion, 0 coupure de gaz et électricité, 0 augmentation de facture.

La CNL demande le blocage des loyers financé par la suppression des avantages fiscaux du secteur locatif privé. Il convient aussi que soient appliqués dans le logement social des tarifs réglementés et que le bouclier tarifaire soit efficient partout dans l'habitat collectif.

La CNL exige un réengagement de l'Etat dans l'aide à la pierre afin de relancer la construction de logements sociaux et de pouvoir réaliser la rénovation du parc HLM. Elle demande d'en finir avec la Réduction du loyer de solidarité (RLS) qui a conduit depuis 2017 à une ponction de 1,3 milliard d'euros dans les caisses des organismes HLM. Le scandale d'un pouvoir qui impose aux bailleurs de combler son désengagement financier et se défausse ainsi de ses responsabilités sociales a trop duré.

Tous ensemble, dans nos cités comme dans la rue !

Après la première grande journée d'action interprofessionnelle du 29 septembre dernier, il est important que la journée du 16 octobre soit un succès et constitue un nouveau point d'appui pour élargir le mouvement de résistance face aux politiques de régressions sociales et écologiques du gouvernement Macron/Borne.

La CNL appelle les habitants à se retrouver samedi 16 octobre aux côtés des salariés pour le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites, une vraie justice climatique.

Tous, ensemble, faisons nombre !

Montreuil le 13 octobre